TANGUY (Lucie), *Les Instituts du travail. La formation syndicale à l'université de 1955 à nos jours*

Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2006, 256 p.

Antoine Prost

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/597>

DOI : 10.4000/histoire-education.597

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2008

Pagination : 140-142

ISBN : 978-2-7342-1113-6

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Antoine Prost, « TANGUY (Lucie), *Les Instituts du travail. La formation syndicale à l'université de 1955 à nos jours* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 117 | 2008, mis en ligne le 02 février 2010, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/597> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.597>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

TANGUY (Lucie), *Les Instituts du travail. La formation syndicale à l'université de 1955 à nos jours*

Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2006, 256 p.

Antoine Prost

RÉFÉRENCE

TANGUY (Lucie), *Les Instituts du travail. La formation syndicale à l'université de 1955 à nos jours*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2006, 256 p.

- 1 Il existe aujourd'hui en France onze Instituts du travail qui forment, dans un cadre universitaire mais en réel partenariat avec les confédérations ouvrières, les syndicalistes appelés à des fonctions de responsabilité ou de représentation. Leur création est déjà ancienne. Une formation de conseiller du travail existait à l'Université de Paris depuis 1951, mais c'est avec la fondation de l'Institut du travail de Strasbourg par Marcel David, en 1955, à la suite du grand colloque international qu'il avait organisé sur le sujet, que se met en place cette formule originale. Sa nouveauté réside moins dans l'ouverture de l'université au monde ouvrier que dans le caractère négocié de cette formation. Pour que les confédérations acceptent les formes de travail intellectuel, les savoirs et les modes de raisonnement universitaires, il fallait leur garantir que leurs positions idéologiques ne seraient pas contestées. En organisant des formations sur mesure pour des militants précis et en les concevant chaque fois avec le syndicat concerné qui en partageait la responsabilité, M. David désarmait les préventions. Son incontestable engagement au côté du mouvement ouvrier, la composition du conseil de l'Institut, où siégeaient universitaires, syndicalistes et administrations, à l'exclusion du patronat, achevèrent de rendre ce parti crédible et en assurèrent le succès.

- 2 Pour raconter cette histoire, Lucie Tanguy a accumulé une documentation de première main considérable et dont les extraits qu'elle publie en annexe à chaque chapitre montrent tout l'intérêt : archives des Instituts de Strasbourg, Paris-Sceaux et Grenoble, archives des confédérations, archives du ministère du Travail au Centre des archives contemporaines (CAC) de Fontainebleau. Aux documents administratifs (procès-verbaux des conseils, budgets, correspondances) s'ajoutent de précieux dossiers de stages, avec les évaluations des stagiaires, et de nombreux témoignages qui font entendre le point de vue des acteurs, syndicalistes ou universitaires. Bref, un livre parfaitement lisible qui repose sur une vraie recherche.
- 3 Je ne suis pas sûr que les fondateurs des Instituts en soient pleinement satisfaits. Alors que leur récit met l'accent sur les obstacles qu'ils ont dû surmonter et les alliances qu'ils ont nouées pour aboutir, L. Tanguy souligne les conditions préexistantes qui ont rendu possible d'abord l'émergence, puis le succès de leur initiative. Le « mythe des origines » ne sort pas indemne de cette contextualisation. Pourtant, l'auteur met bien en évidence les particularités institutionnelles des Instituts, et elle analyse les modalités qui en ont permis le maintien par delà les réformes de 1968 et 1984. Elle montre, de même, comment les universitaires qui se sont engagés dans les Instituts se distinguent de leurs collègues : issus de la Résistance pour la première génération, proches d'Esprit, catholiques de gauche, ils investissent dans leur travail professionnel beaucoup plus qu'une compétence universitaire. Les premiers assistants sont recrutés « sur l'engagement social plus que sur des titres » (p. 107), et leur travail implique une participation militante à une vie sociale et culturelle qui déborde de beaucoup un simple enseignement.
- 4 Les stagiaires étaient sensibles à ce climat : ils n'imaginaient pas l'université sous ce jour. L. Tanguy analyse finement le mélange d'enchantement et de difficulté des syndicalistes, qui découvrent à la fois qu'ils ne sont pas seuls dans leur combat, qu'ils ont beaucoup à apprendre, mais qu'ils savent des choses que les universitaires ignorent ; que le travail intellectuel, lui aussi, fatigue et qu'il permet une meilleure efficacité. Ils se présentent « comme des gens qui savent ce qu'ils ne savent pas et qu'ils devraient savoir, qui attendent qu'on les considère tels qu'ils sont : sans habitudes du travail intellectuel mais pas des handicapés, des gens qui ont des droits et des connaissances éprouvées par la pratique » (p. 129). Les sources disponibles à l'Institut de Strasbourg, malgré les lacunes que signale l'auteur, lui permettent de pénétrer dans le quotidien de ces formations d'adultes et de confronter les intentions du programme avec les évaluations des stagiaires. Cette analyse de la « pédagogie hybride » des Instituts constitue sans doute la partie la plus neuve de l'ouvrage.
- 5 Si l'on peut parler d'un modèle strasbourgeois, puisque la formule mise au point par M. David et son équipe a inspiré les autres instituts, il est légitime de s'interroger sur les variations qu'il a pu connaître ici ou là. Dans l'ensemble, le petit nombre des instituts – limité par la vigilance des confédérations, dont l'accord était nécessaire pour toute création – et leur mise en place progressive semblent avoir limité les écarts. À l'exception, cependant, de l'Institut de Grenoble, auquel L. Tanguy consacre un chapitre. La prise de position ouverte de son second directeur, G. de Bernis, en faveur de la Confédération générale du travail (CGT), l'élargissement du projet aux syndicats agricoles, le lien avec la paroisse Saint-Joseph, justifient en effet un traitement particulier, mais l'Institut de Grenoble ne fait sans doute que pousser à leur terme, dans

un contexte local très particulier, des orientations que partageaient à des titres divers l'ensemble des instituts.

- 6 Les deux derniers chapitres sont consacrés respectivement à la place des instituts dans les politiques du ministère du Travail et à leur évolution depuis les années 1980. On passe d'une formation émancipatrice à une formation instrumentalisée par les organisations syndicales, qui ont elles-mêmes développé leurs propres appareils de formation et formulent des demandes plus ciblées, notamment des formations de formateurs.
- 7 L. Tanguy se défend d'avoir fait œuvre d'historienne parce qu'elle n'a pu établir une chronologie précise des instituts. Ce n'est pourtant pas sa première contribution à l'histoire de l'éducation. Dans *L'Enseignement professionnel en France : des ouvriers aux techniciens*¹, elle avait déjà rendu compte de l'évolution des professeurs de lycées professionnels et de leur recrutement de façon fort éclairante. Elle définit ici, dans l'introduction, son étude comme une tentative pour « rendre compte de l'histoire d'une institution à partir des actions individuelles et collectives des protagonistes de cette institution, actions toujours inscrites dans les contextes économiques et sociaux qui conditionnent celle-ci ». Programme effectivement rempli, mais dont on peut se demander s'il procède spécifiquement d'un « regard sociologique », car beaucoup d'historiens pourraient y souscrire. À dire vrai, ils ne peuvent que se réjouir de l'apport de sociologues comme Jean-Michel Chapoulie ou, aujourd'hui, L. Tanguy, qui, de plus, partagent avec eux le goût de l'archive. Où l'on voit que l'histoire sociale et la sociologie historique sont plutôt sœurs jumelles que cousines germaines.

NOTES

1. Paris, Presses universitaires de France, 1991.